

« Les excès de com' sont liés à la faiblesse électorale de tous les partis de la Vivaldi »

Interview de Vincent de Coorebyter
par Corentin Di Prima

Le gouvernement De Croo souffle ses deux bougies. Un bébé né au forceps le 1^{er} octobre 2020 après une grossesse compliquée de 494 jours. Comment se porte-t-il deux ans plus tard ? Analyse avec Vincent de Coorebyter.

L'entretien débute à propos de la dynamique (ou son absence) de la Vivaldi. Vincent de Coorebyter renvoie à la genèse de cette coalition hétéroclite. « C'est un gouvernement créé sous la contrainte, personne ne l'a voulu ». Il le compare à la coalition arc-en-ciel menée entre 1999 et 2003 par le libéral Guy Verhofstadt : « Ce sont les mêmes, plus le CD&V. Sauf que l'arc-en-ciel, pour tous les partis, c'était une opportunité. Ici, c'est un gouvernement au forceps. On a deux communautés avec des visions du monde différentes, quatre tendances politiques et sept partis qui représentent des priorités différentes dans la société. C'est forcément compliqué ».

Surtout qu'en 2019, les cinq partis traditionnels étaient au plus bas ou en net recul, rappelle-t-il. « Dès le départ, ils redoutaient l'échéance de 2024 ». Il y voit une des explications principales au « climat de précampagne permanente » qui caractérise l'attelage De Croo.

L'Écho : Vu tout ceci, on pourrait considérer que ce gouvernement ne s'en tire pas si mal ? D'autant qu'il doit faire face à un contexte sanitaire et géopolitique extrêmement compliqué...

Vincent de Coorebyter : Il est toujours là. Il engrange un certain nombre de résultats. Mais c'est laborieux. Les crises peuvent être un facteur de stabilité, mais ce n'est pas un facteur de réussite de gestion de la crise. Je suis frappé de constater que la Vivaldi n'a pas traité les quatre grandes crises (Covid-19, énergie, climat, démocratie) de la même manière.

C'est-à-dire ?

Pour le Covid-19, *in fine*, la Vivaldi a agi, en concertation avec les autres pouvoirs, de manière déterminée, même trop aux yeux de certains qui ont trouvé qu'elle devenait trop autoritaire. Sur les prix de l'énergie, c'est différent. Les mesures prises sont bienvenues, mais elles sont tardives et trop faibles. Et le gouvernement ne cache pas qu'il attend la solution de l'Europe.

Concernant les défis structurels, là, ça coince ?

Bousculer les règles établies de la démocratie pour la revivifier est très difficile. Je crois qu'une participation citoyenne est, au niveau fédéral, quasi impraticable.

Concernant le climat, c'est un chantier colossal, le plus difficile de tous, le plus essentiel aussi. Mais il n'y a que deux partis sur sept pour qui c'est réellement une priorité. Certains sont même plutôt enclins à freiner quand les mesures sont trop coûteuses ou contraignantes. Il suffit de voir comment le projet de réduire la vitesse sur les autoroutes a suscité la même réponse de la part des présidents du MR et du PS. L'écosocialisme de Paul Magnette n'est sans doute pas un affichage de façade, mais quand il y a une crise sociale, le PS garde des réflexes socialistes. Et les libéraux et le CD&V conservent aussi leurs réflexes.

Est-ce particulier à ce gouvernement ou cela renvoie-t-il à une incapacité devenue endémique en Belgique de mener de grandes réformes pour préparer l'avenir ?

Les deux. On découvre avec la Vivaldi à quel point l'obligation de compromis est un carcan. Sous cette législature, c'est clair : un parti de la coalition fédérale a pour principaux adversaires les autres membres du gouvernement. Cela génère forcément des frustrations. C'est une des raisons pour lesquelles, après qu'un accord est annoncé, un président de parti les désavoue : le compromis est décevant.

Mais il est impossible de fonctionner autrement. À sept, le fait que des décisions soient prises est déjà un petit miracle, mais sous cette législature en particulier, ces compromis sont lents, laborieux, minimalistes.

Ça n'empêche pas totalement d'avancer.

On l'a vu avec le compromis de décembre 2021 : on sort du nucléaire comme la loi le prévoit, mais on se donne la possibilité de maintenir certaines centrales si nécessaire et on prévoit un budget de 100 millions d'euros pour investir dans une technologie plus propre. Je trouvais ce compromis inventif et équilibré, sur un dossier difficile. Mais il a été dénoncé aussi bien par M. Bouchez que par des organisations environnementales ou d'autres.

Comment jugez-vous le leadership d'Alexander De Croo ?

Le Premier ministre est issu d'un des partis les plus faibles de la coalition. Il me semble jouer pleinement son rôle dans les limites qu'on pouvait attendre.

Le MR fait de la « particip-opposition » ?

On n'a pas affaire à de la « particip-opposition » telle qu'on en a forgé le terme sous l'arc-en-ciel. À l'époque, des compromis gouvernementaux étaient véritablement remis en cause par les instances d'Écolo. On a plutôt affaire, avec M. Bouchez, à une stratégie de communication destinée à imprimer la marque MR. C'est à la fois plus spectaculaire et moins déterminant.

Cela produit des effets politiques malgré tout ?

Oui, en termes d'image négative de la Vivaldi, et de la politique en général aussi. De plus, au sein du MR, certains se demandent si cela n'hypothèque pas les chances du parti de rester dans des coalitions s'il n'était plus arithmétiquement nécessaire.

Ce n'est pas dans la tradition belge de critiquer franchement les accords conclus. Ce n'est pas anodin. Mais M. Bouchez n'est pas le seul à le faire. Je rattache ces excès de communication à la faiblesse électorale des partis. Ils veulent exister dans l'opinion. Et les réseaux sociaux rendent encore plus tentantes ces petites phrases. On change d'époque. Chacun appréciera.

Les verts ne jouent plus la « particip-opposition ». Ils ont notamment consenti à un gros renoncement avec la prolongation du nucléaire. Ils risquent de faire à nouveau les frais de leur montée au gouvernement ?

Ils ont compris qu'ils avaient intérêt à assumer un mode plus classique de gestion de la décision. Mais ils ont l'air d'être mal pris, presque tenus pour responsables de la crise climatique, en tout cas pas félicités pour leur combat. L'annonce de lendemains qui déchantent, ce n'est pas ce que la grande masse de l'électorat préfère.

Leurs thèmes de prédilection se retournent contre eux. Quand il n'y a pas de crise environnementale visible, ils ne semblent pas indispensables. Mais quand une crise se manifeste, une partie des électeurs craint que l'action des verts débouche sur ce que les autres partis appellent de l'écologie punitive, qui interdit, qui taxe ou qui contraint. En outre, au sein de la Vivaldi, ils sont entourés de cinq partis de tradition productiviste. Il est difficile d'accomplir son programme dans ces conditions.

Avec Sammy Mahdi à sa présidence, le CD&V risque-t-il d'être l'élément perturbateur de la fin de la législature, comme on l'a vu en Flandre ?

La question, c'est : que reste-t-il de l'identité politique du CD&V ? Il est désormais trop faible pour revendiquer être le champion de la « *goed bestuur* », la bonne gestion. Reste une identité chrétienne frappante dans certains dossiers, comme celui de l'IVG, qui est verrouillé pour l'instant. On se cherche au CD&V comme on s'était cherché au PSC il y a 20 ans. En attendant, il y a le risque que ce parti se crispe autour de quelques fondamentaux – les allocations familiales en Flandre, par exemple – pour être sûr de ne pas perdre au moins ça. Mais ce n'est pas un viatique pour l'avenir.

L'échéance de 2024 approchant, les accords vont être encore plus difficiles à nouer ?

Reste à savoir si l'on va au bout de la législature en continuant à utiliser cette mécanique du donnant-donnant sur chaque dossier. D'autres en appellent à revenir à la vieille formule selon laquelle on enferme tout le monde dans un château dont on ressort quand on a un grand accord. Apparemment, le Premier ministre n'y croit pas. Je suis frappé qu'on laisse entendre que certains dossiers majeurs ne seront pas réglés, qu'on va juste les préparer et que 2024 sera le grand moment de remise à plat.

Cela n'augure rien de bon pour une méga discussion en 2024 ?

On n'évitera pas un nouveau round institutionnel. Parce que les partis flamands qui y tiennent (N-VA, Belang et CD&V) auront vraisemblablement un poids suffisant pour l'obtenir. Et, côté francophone, des partis voudront sans doute crever certains abcès, notamment pour refinancer certaines entités. Si, comme en 2010-2011, on commence par l'institutionnel, dans un contexte budgétaire difficile et une situation sociale peu florissante, le temps de formation pourrait battre un nouveau record.

Ce gouvernement s'est pourtant projeté jusqu'à 2030, bicentenaire de la Belgique.

Si on regarde le verre à moitié plein, on peut considérer que la préparation d'une série de dossiers majeurs comme l'institutionnel, une réforme fiscale, éventuellement les pensions pour essayer d'aboutir lors de la législature suivante et se rapprocher de 2030, tout cela pourrait constituer une dynamique d'ensemble constructive. Mais cela suppose que les sept partis de la Vivaldi espèrent continuer ensemble. Or l'exclusion de la N-VA sera-t-elle encore possible ? Que fait-on si elle a une majorité absolue avec le Belang dans le groupe néerlandophone ? J'ai du mal à juger probable la projection de la Vivaldi jusqu'en 2030.

La demande d'un État protecteur a fait son grand retour à la faveur du Covid-19 et de la crise énergétique. Est-ce conjoncturel ou plus profond, avec une remise en cause du néolibéralisme, y compris dans le chef de partis libéraux ?

Il y a une demande de protection, sans que ce soit plus précisément défini en termes de choix à mener, de partis. Cela peut influencer les résultats électoraux mais cela ne suffit pas à diagnostiquer un changement plus structurel. En 2009, le PS s'est redressé après les « affaires » parce que la crise financière avait engendré un besoin de protection dans la société. Depuis lors, il a reperdu ce terrain, faisant en 2019 le plus mauvais score de son histoire. La demande actuelle de protection ne signifie pas le retour de la social-démocratie en Europe. C'est circonstanciel.

On s'interroge beaucoup sur un affaiblissement du dogme néolibéral. C'est exact mais ça ne vaut pas dans toutes ses composantes. L'idée de la mondialisation heureuse est entrée en crise. L'idéal de croissance infinie se fracasse sur la réalité. On découvre des dépendances, des pénuries, des prix du marché qui s'affolent. Il y a clairement une crise de l'horizon fantasmagique néolibéral, productiviste. Pour autant, on avait

beaucoup parlé du « monde d'après » pendant la crise sanitaire. Mais dès que les restrictions ont été levées, l'euphorie consumériste est repartie.

Par ailleurs, il y a les réponses à apporter à la crise climatique. On commence à comprendre – mais tout le monde n'est pas d'accord – qu'on ne pourra pas seulement se fier à la technologie, il faut des interventions de l'État. Mais on voit des résistances, voire des refus d'obéir, face à la voie peu souriante qu'il faut emprunter pour en sortir. L'état d'esprit néolibéral est loin d'avoir disparu. Je ne pense pas qu'on soit déjà dans un moment de bascule idéologique.

Cet article a été publié dans : *L'Écho*, 1^{er} octobre 2022, pages 10-11.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Vincent DE COOREBYTER (interviewé par Corentin DI PRIMA), « “Les excès de com’ sont liés à la faiblesse électorale de tous les partis de la Vivaldi” », *Les @nalyzes du CRISP en ligne*, 1^{er} octobre 2022, www.crisp.be.